



À Melun, le 12 juin 2024

CSAL RIMERAIT À QUOI ?

Ce mercredi 12 juin était convoqué un CSAL, avec à l'ordre du jour, la création de l'antenne SIE à Verdun et du centre de contact des professionnels à Carpentras, le Bilan RH 2023 et un point sur le conventionnement avec les ordonnateurs. L'ensemble de ces points était seulement pour information et non pour vote.

Nous étions prêts à siéger.

Face à l'instabilité et l'incertitude politique depuis dimanche soir, il n'était pas concevable d'aborder les sujets à l'ordre du jour comme si de rien n'était. Après lecture de leurs déclarations liminaires, Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 ont décidé de boycotter la première convocation. Nous avons également demandé la suspension de l'ensemble des instances jusqu'au 8 juillet 2024.

La Directrice comprend notre position et prend en compte notre demande de report de l'ensemble des instances après les élections législatives.

Le calendrier des instances de dialogue social sera donc revu. Néanmoins au vu de l'importance des affectations locales pour le 1^{er} septembre 2024, Solidaires Finances Publiques 77 et CGT Finances Publiques 77 assisteront à la réunion « mouvement local » du 2 juillet 2024.

Nous appelons l'ensemble des agents de la DDFiP 77 à se mobiliser et à manifester lors des rassemblements prévus samedi 15 juin :

- Fontainebleau à 10h30 place de la République
- Meaux à 10h30 place de la Mairie
- Paris à 14 h place de la République



Communiqué de presse intersyndical

10 juin 2024

Après le choc des européennes les exigences sociales doivent être entendues !

L'abstention et l'extrême droite ont atteint un record lors des élections européennes de ce 9 juin. Cette tendance est à l'œuvre dans toute l'Europe mais la France est le pays dans lequel les listes d'extrême droite font le score le plus élevé.

Les organisations syndicales alertent depuis des années sur la crise sociale et démocratique qui traverse notre pays. Une politique qui tourne le dos au social et qui crée déclassement, abandon de nos industries et de nos services publics, le passage en force contre la mobilisation historique contre la réforme des retraites, l'absence de perspectives de progrès et la banalisation des thèses racistes, constituent le terreau sur lequel l'extrême droite prospère.

En décidant de dissoudre l'Assemblée nationale, et d'organiser des élections législatives en trois semaines, après les premiers départs en vacances et à la veille des Jeux Olympiques, le président de la République prend une lourde responsabilité.

Il faut un sursaut démocratique et social. À défaut, l'extrême droite arrivera au pouvoir. Nous l'avons vue à l'œuvre dans l'histoire et aujourd'hui en Italie ou en Argentine par exemple : austérité pour les salaires et les services publics, réformes constitutionnelles remettant en cause l'indépendance de la justice et le rôle des syndicats, attaques contre les droits des femmes et des personnes LGBTQIA+, remise en cause du droit à l'IVG, politiques racistes qui mettent en opposition les travailleuses et les travailleurs en fonction de leur religion, de leur couleur ou de leur nationalité. Nous connaissons ses votes en France comme en Europe, ils sont toujours défavorables aux travailleuses et aux travailleurs.

Notre République et notre démocratie sont en danger. Il faut répondre à l'urgence sociale et environnementale et entendre les aspirations des travailleuses et des travailleurs et notamment :

- Augmenter les salaires et les pensions ;
- Revenir sur la réforme des retraites et sur celles de l'assurance chômage ;
- Défendre nos services publics et en garantir l'accès à toutes et tous sans condition de nationalité et sur tout le territoire. Notre école, notre recherche, notre système de santé, de prise en charge de la dépendance, notre système de justice sont asphyxiés et ont besoin d'investissements massifs ;
- Mettre fin à la verticalité du pouvoir en commençant par restaurer la démocratie sociale à tous les niveaux, entreprise, branche, territoire et interprofessionnel ;
- Mettre en place des mesures de justice fiscale et notamment taxer les super profits, dividendes et rachats d'actions ;
- Instaurer enfin l'égalité salariale et éradiquer les violences sexistes et sexuelles ;
- Instaurer le droit à la régularisation pour tous les travailleurs et travailleuses étranger-es sur la base d'un certificat de travail ;
- Relocaliser et transformer notre industrie pour répondre aux besoins sociaux en environnementaux en la protégeant du dumping social, fiscal et environnemental ;
- Créer de nouveaux droits pour permettre aux travailleuses et aux travailleurs d'anticiper les transformations environnementales et de sécuriser leur emploi ;

Dans l'immédiat, nous appelons le président de la République à la cohérence. L'Assemblée nationale est dissoute, les réformes doivent donc être interrompues étant donné qu'il n'y a plus aucun contrôle démocratique. Le gouvernement doit en particulier immédiatement renoncer à sa réforme de l'assurance chômage.

Nous appelons à manifester le plus largement possible ce week-end pour porter la nécessité d'alternatives de progrès pour le monde du travail.